

# LA CRISE

N°64, Mars 2026

*Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !*

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQÀM

## Le *Trumpiraptor*

### Chronique de la démondialisation post-libérale américaine.

*Résumé : Les États-Unis sont en train de vivre un « Regime Change », passant d'un régime néolibéral à un régime post-libéral. Si Trump incarne ce changement, il en est plus la tête de gondole, voire le bouffon MAGA, que le véritable inspirateur. J.D. Vance, le Vice-Président, par sa densité idéologique, en est l'indéniable représentant. Quant au théoricien de ce Regime Change, il faut aller le chercher en Indiana, à l'Université catholique Notre Dame du Lac : il s'agit du Professeur Patrick Deneen. Ce post-libéralisme, qui se réclame de Saint Augustin, ne recouvre-t-il pas un illibéralisme profond qui va détruire l'équilibre des pouvoirs, en espérant qu'il ne s'agisse pas d'un néofascisme ?*

*On ne peut aussi que constater la concomitance de ce changement idéologico-politique et de l'évolution de l'insertion internationale américaine. En effet, les États-Unis passent d'une mondialisation néolibérale (multilatéralisme commercial, sous domination de l'asymétrie monétaire de l'hégémonie du dollar) à une démondialisation post-libérale (asymétrie commerciale d'un protectionnisme unilatéral en réponse à la menace sur la domination du dollar et sur la dette américaine).*



Un magnifique spécimen de *Trumpiraptor kleptomaniacus destructoris* repéré et photographié par Chatgpt dans les jardins de la Maison Blanche à Washington. (Création HR).

- |  |             |
|--|-------------|
| <b>1. De Saint Augustin à J.D. Vance : un itinéraire post-libéral</b>                  | <b>p.3</b>  |
| 1.1. Du féodalisme au post-libéralisme   | p.3         |
| 1.2. De L'ordo amoris à la croisade post-libérale.                                     | p.6         |
| 1.3. Le post-libéralisme est-il illibéral ?  | p.8         |
| <b>2. De la mondialisation néolibérale à la démondialisation post-libérale</b>         | <b>p.10</b> |
| 2.1. Les États-Unis victimes de leur mondialisation néolibérale, ou l'arroseur arrosé. | p.11        |
| 2.2. Démondialisation post-libérale et globalisation fragmentée.                       | p.16        |
| <b>3. Et mes sous dans tout ça ! : entre Sell America et Beware of America</b>         | <b>p.21</b> |

Scientifiquement répertorié sous l'appellation de « *Trumpiraptor kleptomaniacus destructoris* », mais plus communément désigné sous la forme abrégée de Trumpiraptor, cet animal d'apparence préhistorique semblerait plutôt relever de la mythologie – comme les licornes ou les sirènes – que de la réalité. Pourtant, son existence réelle vient d'être prouvée et il a été vu récemment dans plusieurs zones des Amériques aux climats très contrastés, des forêts équatoriales du Vénézuéla aux glaciers et banquises du Groenland. Il montre un appétit gargantuesque avec une alimentation variée allant du pétrole aux terres rares, des billets verts aux cryptomonnaies qu'il ingurgite par milliards. On dit qu'il aime tant le sirop d'érable qu'il envisagerait de s'installer dans les forêts canadiennes. Les psychiatres diagnostiquent sur cet animal une tendance kleptomaniaque certaine, voulant s'emparer de tout ce qu'il voit. De même, il semble avoir un caractère très colérique qui le conduit à vouloir détruire tout ce qui lui résiste. C'est dire que son appellation scientifique (*Trumpiraptor kleptomaniacus destructoris*) résulte d'une observation très fine du spécimen étudié.

Bien sûr, vous avez tous compris que ce Trumpiraptor, bien qu'inspiré, hélas, d'un être humain tout à fait réel, n'est rien d'autre qu'une allégorie du nouvel impérialisme américain, qu'on appellera post-libéral tant il se démarque de sa version précédente, l'impérialisme néolibéral. D'ailleurs, si vous avez détesté l'impérialisme néolibéral américain, vous haïrez encore plus l'impérialisme post-libéral qui s'en vient. Mais, dans tous les cas, ça reste, d'abord et avant tout, de l'impérialisme américain ... tout en sachant que vous pouvez légitimement préférer la démocratie impériale américaine avec Cour Suprême aux autocraties impériales russe et chinoise sans contre-pouvoirs !

Nous allons commencer nos investigations post-libérales en essayant de comprendre d'où vient ce concept de post-libéralisme que la droite radicale américaine met en avant, en se réclamant de Saint Augustin et de son *ordo amoris*... assaisonné à une sauce trumpienne, concoctée dans les cuisines de l'Université Catholique Notre Dame du Lac et dont le marketing est assuré par le Vice-Président J.D Vance. La philosophie des Lumières ne sera pas vraiment à la fête dans ces développements qui vont nous plonger dans un monde de populisme obscurantiste illibéral, qui s'est notamment développé en réaction à l'obscurantisme wokiste ultralibéral en vogue dans certaines élites américaines.

Nous passerons ensuite à une thématique qui nous est plus familière, véritable fonds de commerce de LA CRISE depuis de longues années : la mondialisation sous toutes ses formes (mondialisation, démondialisation, remondialisation, globalisation, reglobalisation). Mais il y a du nouveau sous le soleil et nous allons nous attarder sur un nouveau concept : la démondialisation post-libérale, que nous caractériserons en la comparant à la mondialisation néolibérale qui l'a précédée, tout en restant réservé quant à la portée de cette démondialisation, phénomène en devenir, difficile à appréhender dans toutes ses dimensions à l'heure actuelle.

Il ne nous restera plus qu'à sacrifier au rite du « *Et mes sous dans tout ça* ». Face aux incertitudes américaines, la presse financière américaine et européenne regorge de l'injonction *Sell America*. Vendre l'Amérique, très bien, mais pour racheter quoi ? Peut-être faudra-t-il se contenter d'une injonction plus pragmatique et moins pressante : *Beware of America*, méfions-nous de l'Amérique en attendant d'y voir plus clair.

## 1. De Saint Augustin à J.D. Vance : un itinéraire post-libéral

Nous inaugurons ici la première rubrique théologique de cette chronique, rédigée par un économiste qui, théologiquement, n'a pas dépassé le niveau du catéchisme élémentaire... dont il ne lui reste pas grand-chose au demeurant ! Mais ce n'est pas parce qu'on est totalement incompetent en théologie qu'on n'a rien à dire, surtout lorsque la théologie est mise au service d'un agenda économique et politique très clivant ! Toutefois, avant d'en venir à Saint Augustin et à la prétention de l'extrême droite américaine de s'en réclamer et d'en envelopper son discours d'un manteau de sainteté, voyons tout d'abord ce qu'est le post-libéralisme et d'où il vient.

### 1.1. Du féodalisme au post-libéralisme

Ce concept de post-libéralisme est au cœur de débats et des enjeux idéologiques, sociaux et économiques américains, même si ces débats et enjeux sont loin des préoccupations des masses MAGA, bien plus pragmatiques et centrées sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les évolutions des fonds de retraite. Comme son nom l'indique, le post-libéralisme vient après le libéralisme. Le libéralisme naît en Europe occidentale au XVIIIe siècle, par une triple rupture avec le féodalisme :

- rupture idéologique avec l'obscurantisme clérical, à travers le mouvement philosophique des Lumières, en particulier en France (Voltaire, Diderot...) et en Angleterre (Locke),
- rupture politique avec le rejet de la monarchie absolue de droit divin et l'instauration de monarchies constitutionnelles ou de républiques, en route vers une forte aspiration à la démocratie et pas seulement en Amérique (Alexis de Toqueville),
- rupture économique avec le rejet de l'encadrement de la production et du commerce par les règles et corporations féodales.

Le maître mot de ces ruptures c'est la liberté : liberté philosophique de penser, de croire différemment du catholicisme ou ne pas croire, liberté politique de choisir la forme de gouvernance et d'y participer, liberté économique d'entreprendre. En matière économique, qui nous intéresse plus particulièrement ici, la formule choc du libéralisme est le « laisser faire, laisser passer » : « laisser faire » c'est-à-dire le droit de posséder, d'entreprendre, de travailler, de produire sans les carcans féodaux et la rigidité des corporations ; « laisser passer » au sens de la liberté du commerce, au sein des nations tout d'abord (fin des octrois, des douanes intérieures, liberté de circulation des grains) puis au niveau international, même s'il faudra attendre la fin du XVIIIe siècle pour voir le premier traité de libre-échange se mettre en place (Traité de commerce franco-britannique en septembre 1786). L'État doit s'effacer devant la liberté des individus : l'intérêt personnel de l'*Homo economicus* rationnel agissant dans un marché libre de toute contrainte étatique devient le moteur de la vie économique (Adam Smith, Jean-Baptiste Say, David Ricardo).

Les dimensions idéologiques et politiques du libéralisme ne cesseront de croître et d'embellir dans le monde occidental (séparation de l'Église et de l'État en France, instauration progressive du suffrage universel puis droit de vote des femmes) et plus tard, dans notre période contemporaine, libre choix des femmes dans la maîtrise de leur corps (contraception, IVG) et

acceptation sociétale de l'homosexualité. Mais si, en matière idéologique et politique, les évolutions au sein du monde occidental ont été principalement linéaires et cumulatives du point de vue des libertés individuelles (hormis les épisodes fasciste et nazi), il n'en a pas été de même en matière économique. La liberté du commerce international a été ballotée entre flux et reflux des tendances libre-échangistes et protectionnistes, avec en particulier une forte vague protectionniste pendant l'Entre-deux Guerres qui culmine dans les années 1930. D'ailleurs, la Grande Crise des années 1930 va profondément questionner la théorie économique dominante et la faire diverger entre, d'une part, une branche keynésienne interventionniste assumant un rôle stabilisateur, régulateur et incitatif de l'Etat et, d'autre part, diverses variantes dites néolibérales qui vont faire évoluer l'approche libérale antérieure en affirmant plus que jamais la primauté des mécanismes de marché dans tous les domaines de la vie sociale. Il n'est pas question ici de dresser un panorama complet des subtilités et rivalités néolibérales (école autrichienne, école de Chicago) mais de retenir du néolibéralisme<sup>1</sup> sa dimension internationale, visant à promouvoir la mondialisation à travers l'ouverture internationale généralisée des marchés et l'intégration des pays en développement dans les logiques d'économie de marché, de privatisation des entreprises et des services publics. Ce processus international va se dérouler dans le cadre du « Consensus de Washington » confiant aux grandes institutions internationales (notamment FMI et Banque Mondiale) la promotion de la bonne parole néolibérale et l'accompagnement des pays en développement dans la mise en œuvre des réformes, afin de permettre de leur pleine intégration dans la mondialisation... tout en conditionnant les prêts qui leur seront accordés à la mise en œuvre des réformes.

Plus loin dans cette chronique, nous reviendrons sur cette mondialisation néolibérale. Pour le moment, disons simplement que cette mondialisation a eu un tel succès (ou un tel effet, si on veut rester plus neutre) qu'elle a fait beaucoup de gagnants mais aussi beaucoup de perdants. Parmi ces perdants, on trouve au premier plan les classes populaires américaines (et européennes) de zones fragilisées par le déclin des activités traditionnelles, intensives en main d'œuvre (métallurgie, automobile, textile...). Le cas de la *Rust Belt* du Nord-Est américain est particulièrement emblématique de cette désindustrialisation marginalisant des pans entiers d'une société américaine qui ne bénéficie pas d'un État Providence à l'européenne. Les milieux les plus conservateurs des États-Unis ne vont certainement pas proposer d'instaurer des mécanismes compensateurs au profit des perdants, mais ils vont profiter du désarroi des masses populaires face aux effets de la mondialisation néolibérale pour développer un discours contre les élites libérales qui ont voulu et mis en œuvre cette mondialisation. Il ne s'agit pas seulement de s'opposer au néolibéralisme économique, mais aussi et surtout, de rejeter le libéralisme dans son ensemble, en particulier dans ses dimensions idéologiques et sociétales (IVG, statut des homosexuels, et, goutte d'eau qui fait déborder le vase conservateur, permissivité à l'égard de l'idéologie transgenre). Ainsi naquit le post-libéralisme, non pas comme un dépassement du libéralisme mais comme son rejet, au croisement d'un refus de la mondialisation et d'un agenda idéologique conservateur, à l'intersection du protectionnisme et du mouvement *pro life*, à la jonction de la désindustrialisation des territoires et d'un catholicisme prosélyte.

---

<sup>1</sup> Pour une première approche du néolibéralisme, voir cet article de Géoconfluence (ENS Lyon) : [Néolibéralisme](#)

Connaissez-vous South Bend en Indiana et Middletown dans l'Ohio ? Ce sont deux lieux emblématiques du post-libéralisme. Middletown est la ville natale de J.D. Vance, actuel vice-président des États-Unis... en attendant mieux, espère-t-il sans doute ! Il y a vu les drames du déclassement social avec la faillite de la sidérurgie et vécu les ravages de la drogue avec l'addiction de sa mère, après l'alcoolisme de son père : ses convictions politiques anti-élites et antimondialisation y sont ancrées. South Bend en Indiana est connue pour son université catholique Notre Dame du Lac. Avant d'écrire ce paragraphe, je viens de passer un long moment sur le [site internet de cette université](#), disponible en anglais, espagnol, français, italien, portugais du Brésil, kiswahili<sup>2</sup> et chinois, mais pas en arabe (locuteurs trop musulmans ?) ni en russe (locuteurs trop orthodoxes pour être de bons catholiques !). En tant qu'universitaire français biberonné à la laïcité, ça m'a fait froid dans le dos de voir autant d'étudiants et enseignants agenouillés, autant de chapelles dans chaque bâtiment ; il paraît même (source [Wikipedia](#)) qu'il y aurait une reproduction de la grotte de Lourdes, mais je n'en ai pas vu de photo. Si cette université nous intéresse tant, c'est parce qu'elle héberge le Pape du post-libéralisme, alias Patrick Deneen, Professeur de Sciences Politiques. A défaut de lire *Why liberalism failed* (2018) et *Regime change* (2023), ses ouvrages principaux, je ne peux que vous conseiller de lire, d'une part, son entretien publié par le Grand Continent (12 juillet 2025, [« Nous sommes entrés dans l'ère post-libérale », une conversation avec Patrick J. Deneen](#)), et, d'autre part, l'article de Marc Chevrier (Professeur de Sciences Politiques à l'UQAM) publié par L'Agora en décembre 2024 : [Du postlibéralisme aux États-Unis. La démocratie chrétienne de Patrick Deneen](#). Vous comprendrez vite que la pensée de Deneen ne relève pas du pamphlet militant à brève durée de vie : c'est du lourd, du sérieux, du durable. Il dénonce les élites méritocratiques bardées de diplômes (université et médias) et managériales (les milieux d'affaires, bourrés de dollars) qui, d'une part, méprisent les couches populaires et, d'autre part, transforment le libéralisme en un individualisme radical érigeant la liberté individuelle en valeur absolue, détournant les hommes de leurs communautés et églises d'origine, et les faisant sombrer dans un consumérisme sans bornes et les pires dépravations (négation de la dualité sexuelle, addictions aux drogues). Deneen perçoit une opposition si forte entre les élites et le peuple qu'il évoque une « guerre froide civile » dans laquelle les élites managériales veulent disposer d'une main d'œuvre immigrée *low cost* contre les intérêts de la classe ouvrière de souche nationale et dans laquelle les élites universitaires et médiatiques méprisent le vote populiste en faveur de Trump ou, au Royaume-Uni, en faveur du Brexit.

La pensée de Deneen, revendiquée post-libérale et articulée autour d'un « conservatisme du bien commun », devrait influencer durablement et fournir un cadre conceptuel aux droites américaines et européennes dans leurs luttes contre les formes contemporaines du libéralisme et leurs déviations wokistes, au risque de nous éloigner des Lumières et de substituer l'obscurantisme post-libéral à l'obscurantisme wokiste, car, comme le dit si bien Patrick Deneen lui-même : « *je dirais de manière générale que la plupart des « postlibéralismes » s'inspirent d'une critique*

---

<sup>2</sup> Comment, vous ne savez pas ce qu'est le kiswahili. Est-ce possible ? Moi, ça fait une bonne demi-journée que je sais de quoi il s'agit ! « Le kiswahili est un outil essentiel de communication et d'intégration en Afrique orientale, centrale et australe. Il est la langue officielle de l'Union africaine, de la Communauté de développement de l'Afrique australe et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Est ». Source : [Nations-Unies](#)

*profonde et tenace des orthodoxies des Lumières et d'un désir de les dépasser* » ([entretien Grand Continent](#)). Espérons que nous n'aurons jamais à choisir entre l'obscurantisme anti-Lumières de droite et l'obscurantisme wokiste de gauche !

Mais, qui y a-t-il de commun entre Middletown et South Bend ? Où est le lien ? Ce lien, c'est la conversion de J.D. Vance au catholicisme en 2019, en se réclamant d'Augustin d'Hippone, alias Saint Augustin. Il déclare à cette occasion : « Je suis devenu persuadé au fil du temps que le catholicisme était vrai [...] et Augustin m'a donné un moyen de comprendre la foi chrétienne d'une manière fortement intellectuelle » ([Source](#)). Cette conversion symbolise et cristallise la sainte alliance entre le populisme des péquenauds ou des ploucs (*hillbilly*<sup>3</sup> en anglais) de Middletown parmi lesquels J.D. Vance a grandi et l'intellectualisme catholique de Patrick Deneen. Cette connivence se traduit d'ailleurs dans les commentaires élogieux de Deneen à propos de Vance (entretien Grand Continent) :

*« Je place beaucoup d'espoir dans le vice-président J. D. Vance. C'est quelqu'un qui semble incarner une compréhension profonde de la situation difficile des citoyens ordinaires, et qui a su l'exprimer. Compte tenu de son parcours, il est particulièrement sensible à la situation de ceux qui ne bénéficient pas des avantages des élites contemporaines, ni de l'éducation et des compétences informatiques nécessaires pour réussir dans une société sans repères ...Avoir comme champion quelqu'un comme le vice-président Vance a finalement attiré de nombreuses personnes issues de milieux élitaires, qui éprouaient néanmoins un profond mécontentement à l'égard de la nature des élites contemporaines. Il est un modèle de la nouvelle élite d'une « constitution mixte » qui doit remplacer l'ancienne élite libérale ».*

Il ne reste plus maintenant qu'à embarquer le pauvre Saint Augustin, « à l'insu de son plein gré », dans la croisade post-libérale !

## **1.2. De l'*ordo amoris* à la croisade post-libérale.**

En dehors des médias spécifiquement chrétiens, on n'a sans doute jamais autant parlé de Saint Augustin que depuis le retour de Trump à la Maison Blanche. Mais ce n'est assurément pas du fait de Trump lui-même, pas vraiment connu pour être un grand admirateur de l'Evêque d'Hippone. D'ailleurs a-t-il jamais entendu parler de Saint Augustin ? En tout cas, il est clair que ses angoisses existentielles sont moins d'ordre théologique que de nature financière : à combien de milliards ma fortune pourra-t-elle bien s'élever avant ma mort ! En fait, c'est à son Vice-Président, J.D. Vance, que l'on doit cet engouement augustinienn, sachant qu'il a placé sa conversion sous le patronage de Saint Augustin.

Le converti de Middeltown s'intéresse tout particulièrement au concept augustinien de l'*ordo amoris* que l'on peut traduire par *l'ordre dans l'amour* ou *les priorités dans l'amour*, et il va en tirer des conclusions politiques qui vont pleinement dans le sens de l'idéologie MAGA. L'injonction chrétienne d'aimer son prochain est sans doute trop générale pour fournir un guide de conduite opératoire pour la vie quotidienne dans la Cité des hommes. Bien sûr, pour un

---

<sup>3</sup> L'ouvrage de J.D. Vance (2016) qui l'a fait connaître et lui a servi de rampe de lancement politique s'intitule précisément *Hillbilly Elegie*.

chrétien, d'abord et avant tout, il faut aimer Dieu, qui, lui, est supposé aimer TOUS les hommes. Et ensuite, au-delà de Dieu, comment aime-t-on son prochain ? Chacun, en pratique, peut-il aimer tous les hommes avec la même intensité ? Bien sûr que non, et Saint Augustin va apporter un éclairage qui ne peut qu'amorcer un glissement sémantique de « prochain » à « proche ». Le tableau ci-dessous regroupe trois citations qui illustrent à merveille ce glissement sémantique vers des cercles concentriques de l'amour articulés autour d'un principe de proximité.

### Trois énoncés de l'*ordo amoris* !

<b>Augustin d'Hippone dit Saint Augustin</b> La Cité de Dieu, XV, 22 Ve Siècle	<i>« Mais, puisque vous ne pouvez pas faire du bien à tous, vous devez accorder une attention particulière à ceux qui, par les accidents du temps, du lieu ou des circonstances, sont amenés à se rapprocher de vous »</i>
<b>Jean-Marie Le Pen</b> L'heure de vérité France 2 1984	<i>« J'aime mieux mes filles que mes nièces, mes nièces que mes cousines, mes cousines que mes voisines. Il en est de même en politique, j'aime mieux les Français. Et on ne me fera jamais dire autre chose. »</i>
<b>J.D. Vance</b> Fox News Janvier 2025	<i>« Comme dirigeant politique américain, mais aussi simplement en tant que citoyen américain, votre compassion doit aller d'abord à vos propres citoyens. Cela ne veut pas dire que vous haïssez les gens extérieurs à vos frontières, mais il s'agit de cette pensée classique – et je pense que c'est une conception très chrétienne, certainement – que vous aimez d'abord votre famille, puis vous aimez votre voisin, puis vous aimez votre communauté et ensuite vos concitoyens [...], et, après cela, vous pouvez [...] accorder la priorité au reste du monde. »</i>

Source des citations : Témoignage chrétien, juillet 2025,  
[Ordo amoris : chronique d'une instrumentalisation politique.](#)

Jean-Marie Le Pen (fondateur du Front National, parti d'extrême droite en France, aujourd'hui remplacé par le Rassemblement National de sa fille Marine) propose une formulation très personnelle et particulièrement savoureuse de l'*ordo amoris*, en tant qu'elle approche de l'amour en cercles concentriques de proximité : d'abord mes filles, ensuite mes nièces, puis mes cousines et enfin mes voisines !

Quant à J.D. Vance, sa formulation, très directement politique, s'apparente à un exposé des motifs pour une politique *America First* et pour une défiance majeure vis-à-vis des migrants qui viennent manger le pain des *hillbillies* ! Middeltown et plus généralement la préférence nationale d'abord, la charité chrétienne ensuite, reléguée comme dernière roue du carrosse, slogan creux pour étudiants de Notre Dame du Lac ! Le Pape François, toujours attentif au sort des migrants, va répondre à J.D. Vance en envoyant en février 2025 une lettre aux 195 évêques américains dans laquelle il écrit : « *Le véritable Ordo amoris qui doit être promu est celui que nous découvrons en méditant constamment sur la parabole du Bon Samaritain (Lc 10, 25-37), c'est-à-dire en méditant sur l'amour qui construit une fraternité ouverte à tous, sans exception.* » Source : [La](#)

[Croix](#), 17/02/2025). Sans doute cette critique papale des positions de J.D. Vance est-elle une manifestation de l'infiltration de l'Église catholique par l'idéologie libérale, comme l'écrit Patrick Deneen ([entretien Grand Continent](#)) :

*« Aux États-Unis en particulier, mais aussi dans toute l'Europe, l'Église catholique est aujourd'hui profondément infiltrée par l'idéologie libérale, alors qu'elle aurait dû être la plus grande source de résistance à cette infiltration et qu'elle devrait être la plus grande source d'inspiration pour un projet alternatif au libéralisme ».*

Donc le Bon Samaritain n'habite pas à la Maison Blanche : on s'en doutait un peu ! Mais, n'en déplaise au Pape, l'*ordo amoris* à la mode Vance est bien au cœur de l'idéologie MAGA, et peut également être convoqué pour justifier l'augmentation des droits de douane comme une forme de protection des proches, complémentaire à la lutte contre l'immigration.

### 1.3. Le post-libéralisme est-il illibéral ?

*« Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir,  
il faut que, par la disposition des choses,  
le pouvoir arrête le pouvoir »*

Montesquieu (L'Esprit des Lois, 1748)

La démocratie libérale moderne, c'est le suffrage universel plus la séparation des pouvoirs telle que définie par Locke (1632–1704) et Montesquieu (1689-1755). A l'origine, la séparation des pouvoirs vise le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et le pouvoir judiciaire. Aujourd'hui, on doit rajouter, aux trois pouvoirs traditionnels, le pouvoir médiatique et donc la capacité des médias à jouir d'une large indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif comme des milieux d'affaire. Sans séparation des pouvoirs, et dans des situations de suprématie de l'exécutif dictant les lois, contrôlant les juges et muselant la presse, la démocratie, réduite à un suffrage universel plus ou moins manipulé par le contrôle de l'information, devient illibérale. La Hongrie de Orban est souvent citée comme exemple emblématique de démocratie illibérale.

Aux États-Unis, la théorie de la séparation des pouvoirs *« a fortement inspiré les rédacteurs de la Constitution américaine, qui ont institué en 1787 un régime présidentiel organisé selon une séparation stricte des trois pouvoirs, tempérée par l'existence de moyens de contrôle et d'action réciproques conçus conformément à la doctrine des "checks and balances" (que l'on peut traduire par l'existence de procédures de contrôles et de contrepoids).*

*Afin d'éviter que chacun des pouvoirs n'abuse de ses prérogatives, les constituants américains ont ainsi prévu un strict partage des compétences entre organes fédéraux et États fédérés. Ils ont également réparti le pouvoir législatif entre deux assemblées, donné au Président un droit de veto sur les textes législatifs, et reconnu parallèlement au Sénat la faculté de s'opposer aux nominations relevant du Président ou encore aux traités internationaux négociés par l'administration.* (Source : [Frank Baron](#)).

Sachant que le post-libéralisme rejette l'approche libérale des Lumières dont Locke et Montesquieu sont d'éminents représentants, sans doute est-il légitime de soupçonner ce post-libéralisme d'être illibéral. Mais, de même que « l'hôpital se fout de la charité », contre toute attente, c'est le post-libéralisme qui accuse les démocraties libérales d'être illibérales : ce serait

drôle si ce n'était pas pathétique ! C'est ainsi que Partick Deneen pratique le paradoxe en sous-entendant régulièrement que le libéralisme est l'ennemi de la vraie liberté :

*« Selon Deneen, le libéralisme a subverti la notion classique de la liberté, longtemps conçue comme « la condition de la maîtrise de soi qui prévienne la tyrannie, au sein tant de la cité que de l'âme individuelle ». La liberté supposait alors un apprentissage, par « l'acquisition de la discipline et de l'autolimitation de ses désirs », ainsi que l'inculcation, par des dispositifs sociaux et politiques appropriés, des vertus propres à nourrir les arts du gouvernement autonome (self-government). Préférant voir dans la société une construction artificielle que l'on peut recréer par des expériences de pensée, le libéralisme va balayer cette conception trop exigeante de la liberté pour lui substituer une vision minimaliste, proche de ce que les Anciens appelaient la « licence », c'est-à-dire la faculté d'agir, de consommer, de posséder et d'être soi sans entraves, pour satisfaire les désirs qui se pressent dans chacun ». (repris de [Chevrier](#), op. cit.).*

Quant à J.D. Vance, dans son trop fameux discours de Munich (14 février 2025, Conférence annuelle sur la sécurité, [lire en français](#)) il va carrément accuser les pays européens d'atteintes à la liberté d'expression et de censure, en contestant le droit européen et en particulier la législation européenne sur les services numériques qui impose, à son avis, trop de contraintes aux plateformes numériques en leur enjoignant d'empêcher la publication de messages de haine, insupportable entrave à la liberté d'expression pense-t-il ! En fait, ce qu'il reproche à l'Europe, c'est de ne pas faire sien son agenda post-libéral, d'interdire les prières de rue aux portes des centres d'IVG pour culpabiliser les femmes concernées, de condamner les autodafés de livres du Coran, de tenter d'empêcher des ingérences étrangères dans les processus électoraux. Au secours, l'Union Européenne est illibérale... selon Vance !

Pourtant, en bon catholique, J.D. Vance devrait bien connaître la parabole de la paille et de la poutre. Car, en matière d'illibéralisme, la droite post-libérale américaine fait très fort :

- attaque violente contre la démocratie en refusant de reconnaître la validité des résultats de l'élection présidentielle de 2020, et la totale légitimité de Biden ; le tout agrémenté d'une tentative de coup d'Etat (Capitole, 6 janvier 2021) ;
- attaque contre la séparation des pouvoirs, au détriment du pouvoir législatif, en instaurant des droits de douanes qui relevaient de la compétence du Congrès, même si la décision de la Cour Suprême du 20 février vient de remettre les pendules à l'heure !
- remise en cause systématique des décisions des juges ;
- attaque contre l'indépendance de la Banque centrale (FED) et menaces contre J. Powel, son Président actuel (jusqu'en mai 2026) ;
- multiples menaces contre les médias et engagement de procédures judiciaires à leur encontre.

Le bilan préliminaire que l'on peut dresser de la première année du deuxième mandat de Trump est déjà très lourd en matière d'illibéralisme. Espérons, *in fine*, que le post-libéralisme ne sera pas le cache misère d'un néo-fascisme, même si des signaux inquiétants dans ce sens sont perceptibles, comme on l'a vu récemment dans les rues de Minneapolis avec les agissements des Sections d'Assaut de l'ICE. Lorsque les « ploucs » de Middeltown deviennent les bourreaux de Minneapolis sous la bannière de Saint Augustin, on ne peut qu'être inquiet pour les États-Unis !

## 2. De la mondialisation néolibérale à la démondialisation post-libérale

De même qu'un train peut en cacher un autre, un *Régime change* peut en cacher un autre ! Nous venons de traiter du *Regime change* interne aux États-Unis, dans ses dimensions idéologiques et politiques essentiellement. Nous allons maintenant nous intéresser à un autre changement de régime : le Régime Économique International (REI). En tant que puissance économique dominante, aussi bien dans les domaines productif, technologique que monétaire, les États-Unis ont eu et ont encore (ou pensent avoir encore) les moyens d'imposer au reste du monde le régime commercial et monétaire international qu'ils souhaitent. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, puissance ultradominante incontestable et incontestée, les États-Unis ont posé les fondations puis construit en quelques décennies un REI néolibéral. Aujourd'hui, après avoir constaté les dégâts de ce REI dans leur propre société, ils comprennent que la logique néolibérale ne correspond plus à leurs attentes de maintien de leur primauté mondiale. Ils tentent donc d'instaurer un REI post-libéral qui leur soit plus favorable.

Nous allons nous demander en quoi le REI post-libéral diffère du REI néolibéral, pourquoi les États-Unis en sont venus à un tel changement et comment il s'articule avec le *Régime change* interne. Toutefois, avant d'examiner ces thématiques, il nous faut rappeler tout d'abord la distinction terminologique que nous faisons entre les concepts d'internationalisation, de mondialisation et de globalisation, dans la lignée du sociologue québécois Guy Rocher<sup>4</sup> et de son texte [La mondialisation un phénomène pluriel](#)<sup>5</sup> dont j'ai longuement traité dans le N°62 (juin 2025) de cette chronique. Je reprends ci-dessous (en italique) quelques extraits de ce N°62.

*« L'internationalisation se réfère à des relations entre nations, sans préjuger du nombre de nations impliquées : dès lors que des mules, des camions, des trains ou des avions traversent une frontière en transportant des marchandises, il y a une relation commerciale internationale : ce type de relation est vieux comme le monde, bien avant que les nations n'existent (au sens où nous entendons aujourd'hui ce mot). Dire que l'économie d'un pays est fortement internationalisée signifie, par exemple, que le ratio de la somme de ses exportations et importations rapportée à son PIB est significativement élevé, sans préjuger du nombre de partenaires ou de la monnaie dans laquelle se fait cette transaction, ni du cadre juridique qui l'abrite.*

*La mondialisation constitue une notion spatiale qui renvoie au fait que les relations économiques internationales (commerce marchandises et services, investissement, finance) se déploient sur l'ensemble du monde. Je préférerais d'ailleurs qu'on parle de planétisation ou de mondialisation planétaire car ça nous laisserait la possibilité d'envisager plusieurs mondialisations sur des aires restreintes de la planète.*

*La globalisation, enfin, constitue le concept le plus complexe, le plus systémique pour décrire l'intensité atteinte par l'internationalisation mondialisée dans les deux dernières décennies du XXe siècle et les deux premières décennies du XXIe siècle : un système*

---

<sup>4</sup> Guy Rocher (1924-2025), voir sa bio sur [Wikipedia](#).

<sup>5</sup> Article publié dans l'ouvrage sous la direction de Daniel Mercure, *Une société-monde ? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, pp. 17-31. Québec : Les Presses de l'Université Laval et de Boeck Université, 2001, 360 pp. Textes rassemblés à l'occasion du XVI<sup>e</sup> congrès de l'Association internationale des sociologues de langue française.

*planétaire multidimensionnel (économique, monétaire et financier, technique, juridique), sous la domination du dollar, des normes techniques et numériques américaines, de l'extraterritorialité du droit américain et de l'appareil militaire américain en dernier recours, sans oublier l'omniprésence planétaire du hamburger !*

***L'important est de bien distinguer un indicateur d'expansion spatiale de l'internationalisation des économies (la mondialisation) et un indicateur d'intensité de l'interconnexion et de l'interpénétration des économies au sein de cette même internationalisation (la globalisation) » (Repris de LA CRISE N°62)***

Muni de cette distinction entre mondialisation et globalisation, nous serons armés pour comprendre que la démondialisation post-libérale n'est pas un retour à la situation antérieure à la mondialisation néolibérale mais le passage à une donne économique internationale radicalement nouvelle dans laquelle l'intensité des relations entre pays reste très forte (investissements à l'étranger, chaînes de valeur plurinationales), témoignant d'une forte persistance de la globalisation mais sur des aires géographiques plus restreintes que la planète entière, sur fond de tensions géopolitiques fortes entre zones rivales, à l'origine de sanctions, de restrictions aux exportations ou aux importations qui vont fragmenter les marchés mondiaux.

### **2.1. Les États-Unis victimes de leur mondialisation néolibérale ou l'arroseur arrosé !**

La mondialisation néolibérale s'est imposée à travers le mouvement de libéralisation du commerce international initié par le GATT (1947) et poursuivi par l'OMC (1995) qui, au fil des *rounds* successifs de négociations commerciales a considérablement réduit les obstacles tarifaires et non tarifaires sur les marchandises (en particulier sur les biens manufacturés, beaucoup moins sur les denrées agricoles). Les traités d'investissement<sup>6</sup>, bilatéraux ou multilatéraux, régissant notamment des mécanismes d'arbitrage des différends entre investisseurs et États, ont eux aussi joué un rôle important dans l'approfondissement de la mondialisation en sécurisant les investissements directs à l'étranger (IDE).

Cette libéralisation multilatérale tous azimuts des relations économiques internationales n'a pas concerné seulement les pays développés. Les pays en développement dès les années 80, puis les PECO (Pays d'Europe Centrale et Orientale, ex-socialistes) dans les années 90 ont été fortement incités à adopter un paquet de réformes néolibérales, dit d'ajustement structurel, s'ils voulaient bénéficier des financements, aides et assistance des organisations économiques internationales sises à Washington (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale) et des centres économiques décisionnaires de l'administration américaine (Trésor, FED ...) d'où l'appellation de Consensus de Washington pour désigner ce paquet de réformes. Vous trouverez, si vous le souhaitez, une traduction en français du texte des *Dix Commandements* de Williamson<sup>7</sup>

---

<sup>6</sup> Pour approfondir cette thématique des traités d'investissement, vous pouvez vous reporter au CIRDI ([Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements](#)). Le CIRDI, créé en 1966) fait partie du Groupe de la Banque Mondiale

<sup>7</sup> John Williamson (1937-2021), économiste britannique. Ne pas confondre avec Oliver Williamson, économiste américain (1932-2020), connu pour ses travaux sur les coûts de transaction.

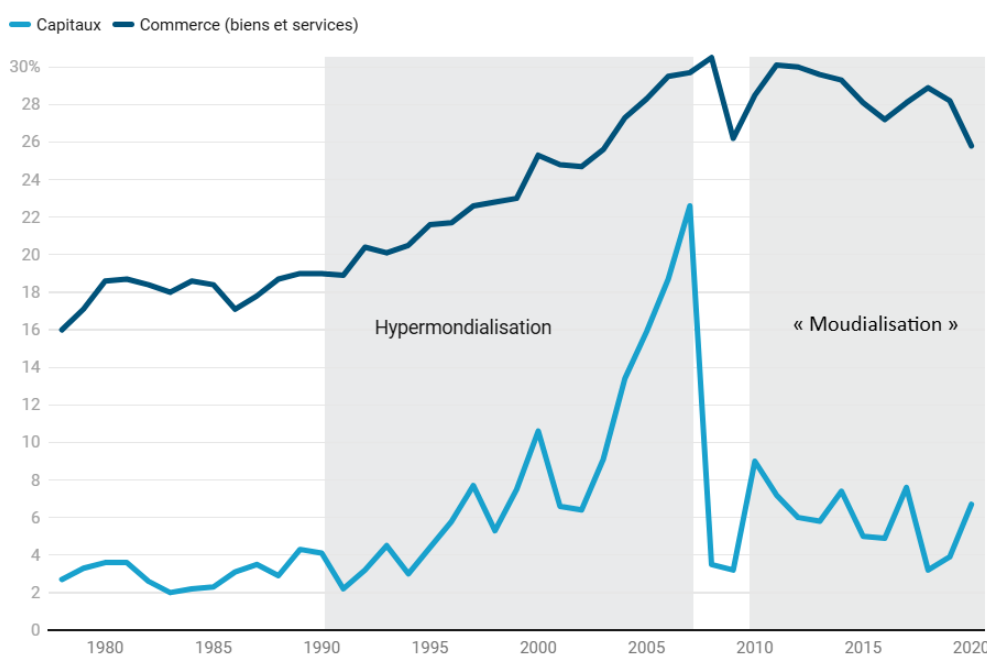
formalisant le Consensus de Washington dans une publication<sup>8</sup> de François Bafail, dont je reproduis ci-dessous les points 6 et 7 de ces *Dix Commandements* :

6. *Libéralisation du commerce* Les restrictions quantitatives doivent être remplacées par des taux, l'objectif étant de réduire ceux-ci graduellement jusqu'à atteindre un taux réduit uniforme (autour de 10 %).

7. *Investissements directs étrangers* Les barrières à l'entrée des IDE doivent être supprimées. Les firmes étrangères doivent être en mesure de concourir à égalité avec les entreprises domestiques.

Enfin, *last but not least*, la Chine rejoint l'OMC en 2001, achevant ainsi l'expansion spatiale d'une mondialisation devenue planétaire. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, de voir les taux d'ouverture de l'économie mondiale en très forte hausse à partir des années 80, comme l'illustre le graphique ci-dessous qui retrace l'évolution des taux d'ouverture<sup>9</sup> du commerce et des capitaux au niveau mondial.

### Taux d'ouverture mondiale



Les taux d'ouverture sont calculés comme la moyenne des exportations et des importations mondiales de biens et services en % du PIB pour le commerce et la moyenne des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets de passifs financiers mondiaux en % du PIB pour les capitaux.

Source: Calculs de l'auteur à partir de Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde et FMI, statistiques de la balance des paiements. • [Récupérer les données](#) • [Insérer](#) • [Récupérer l'image](#) • Créé avec [Datawrapper](#)

Source : [Blog CEPII, 4 janvier 2022](#), Isabelle Bensidoun,

Ainsi, la moyenne des exportations et importations mondiales de biens et services rapportée au PIB mondial qui était de 19% en 1990 passe à 31% en 2008, avant de redescendre à 26% en 2009

<sup>8</sup> François Bafail – [Traduction du texte établissant le "Consensus de Washington"](#) Critique internationale - n°32 – juillet / septembre 2006

<sup>9</sup> Les taux d'ouverture sont calculés comme la moyenne des exportations et des importations mondiales de biens et services en % du PIB pour le commerce et la moyenne des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets de passifs financiers mondiaux en % du PIB pour les capitaux.

sous l'effet de la récession provoquée par la Grande crise financière dite des subprimes. Les mouvements internationaux de capitaux se caractérisent par un accroissement encore plus spectaculaire du taux d'ouverture des capitaux (4% en 1990 à 23% en 2007) suivi d'une chute encore plus impressionnante avec la crise financière (3% en 2009, en dessous du niveau 1990). Cette grande crise financière de la fin de la première décennie du siècle marque donc une rupture dans le processus de mondialisation. On peut qualifier les quasi deux décennies 1990-2008 de période d'hypermondialisation tant le processus de mondialisation s'est emballé, sous l'effet de l'insertion dans le commerce mondial et l'investissement international :

- de nombreux pays en développement, en rupture avec les stratégies antérieures de développement autonome (substitution à l'importation) ;
- des Pays d'Europe Centrale et Orientale en voie d'adhésion à l'Union Européenne.

La période qui s'ouvre avec la crise financière et se poursuit avec la crise du Covid a pu être qualifiée, non sans humour, de « moudialisation », de ramollissement de la mondialisation, une sorte de prélude à la démondialisation qui s'invite aujourd'hui dans nos débats, sans qu'on puisse encore en cerner tous les aspects, en tant que processus en cours aux effets encore incertains et aux rétroactions imprévisibles. Par contre, ce qui est sûr et certain, c'est que la mondialisation néolibérale a été voulue par les États-Unis, qu'elle a été bénéfique à beaucoup de pays en développement, mais que, tout compte fait, elle a été décevante pour les États-Unis : **on est passé du Consensus de Washington au désenchantement de Washington ... et de Middeltown :**

- désenchantement de Washington qui a vu s'évanouir l'illusion que le doux commerce sous l'égide de l'OMC démocratiserait la Chine : la magie démocratique n'a pas fonctionné, et aujourd'hui la rivalité entre les deux pays est maximale et l'affrontement belliqueux possible sinon probable, voire inévitable !
- désenchantement de Middeltown qui a vécu les ravages de la désindustrialisation et se retourne contre des élites américaines dites progressistes, plus soucieuses des affaires transgenres que des angoisses populaires des fins de mois désargentées et du recours aux aides alimentaires. Le wokisme engendrerait-il le trumpisme ?

Cette chronique n'a pas pour objet de faire un bilan documenté de la mondialisation néolibérale sur les pays du Sud, ni du Nord d'ailleurs. En ce qui concerne le Sud, un tel bilan ne pourrait qu'être nuancé et différencié selon les aires géographiques (Asie, Afrique, Amérique latine) et les modes d'insertion à la division internationale du travail. Mais, globalement, le résultat est loin d'être aussi négatif que ce que pouvaient anticiper les milieux altermondialistes et les tenants du *Pillage du Tiers Monde*<sup>10</sup> ou de *L'échange inégal*<sup>11</sup>. Le développement manufacturier de nombreux pays du Sud, asiatiques en particulier, à travers une insertion à la division internationale du travail et au commerce international, a fait notablement reculer la pauvreté : *« Entre 1995 et 2022, les économies à faible revenu et à revenu intermédiaire ont vu leur part dans les exportations mondiales passer de 17% à 32%. Au cours de cette période, la proportion des populations de ces pays vivant avec moins de 2,15 dollars EU par jour a considérablement diminué. Elle est passée de 40% en 1995 à 10% en 2022, ce qui montre les effets positifs du commerce sur la réduction de la pauvreté et le développement économique dans ces régions »* (Source : Blog OMC, 24 avril 2024, [Trente ans de croissance du commerce et de réduction de la pauvreté.](#))

---

<sup>10</sup> Pierre Jalée, *Le pillage du Tiers Monde*, Maspero, 1973.

<sup>11</sup> Arghiri Emmanuel, *L'échange inégal*, Maspero, 1978.

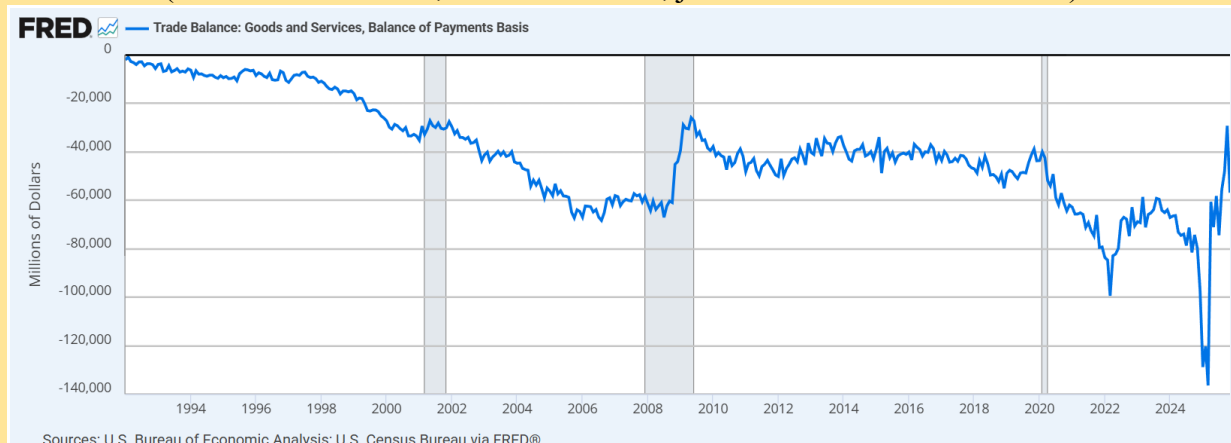
Le bilan est moins brillant pour les États-Unis, comme en témoignent les graphiques de l'Encadré N°1, en page suivante : **Les États-Unis victimes de la mondialisation !** La désindustrialisation néolibérale a fait de gros dégâts, la tempête commerciale a soufflé très fort. Le premier graphique de cet encadré retrace l'évolution du déficit commerce international américain (biens et services, en données mensuelles), de janvier 1992 à novembre 2025. Il raconte l'histoire d'une longue descente aux enfers : en 1992, entre 2 et 5 milliards de dollars suivant les mois ; 10 ans plus (2012), de l'ordre de 40 milliards par mois ; 15 ans plus tard, soit en 2017, 60 milliards ; retour à la quarantaine de milliards dans la décennie 2010-2020, avant la plongée vers les abysses, avec 100 milliards en mars 2022. La période la plus récente, année 2025, est plus complexe à interpréter. La descente à 136 milliards en mars 2025 tout comme la remontée spectaculaire à 30 milliards en octobre relèvent de phénomènes conjoncturels, liés à l'annonce des hausses de tarifs douaniers. En début d'année, avant la mise en place des hausses tarifaires, les importateurs américains anticipent leurs achats qui auraient dû s'étaler sur les mois à venir (d'où la brusque aggravation du déficit), ensuite, avec des stocks accumulés, les importations diminuent, d'où l'amélioration de la balance. Il faudra attendre les chiffres de 2026, pour voir où on en est véritablement, même s'il n'y a guère de doutes quant à la pérennité d'un profond déficit commercial.

Le deuxième graphique, relatif à la balance commerciale sino-américaine a-t-il vraiment besoin d'être commenté ? On aurait presque envie d'écrire en dessous la mention « *no comment* » ! L'entrée de la Chine dans l'OMC, tant voulue par les États-Unis, et donc son plein accès aux tarifs les plus préférentiels des pays développés, s'est traduite par une véritable Bérézina commerciale des États-Unis (et de l'Europe) comme en témoigne le creusement du déficit commercial des États-Unis vis-à-vis de la Chine : en 2000 les États-Unis achetaient 100 milliards à la Chine et lui vendaient 16, soit un déficit de 84 milliards ; en 2024 on en était à 429 contre 144, soit un déficit de 285.

Certes, tous ces déficits se payent en dollars, dans la monnaie nationale américaine, c'est très pratique ! Je vous dois de l'argent, pas de soucis, j'imprime du dollar ! Ces déficits alimentent des avoirs étrangers en dollars, qui, fort heureusement, ont pris l'habitude de revenir à la maison, replacés en bons du Trésor américain, alimentant la dette fédérale américaine dopée aux déficits budgétaires qui s'accumulent d'année en année. Le troisième graphique illustre l'irrésistible grimpe de la dette fédérale, sur une trentaine d'années, de juillet 1966 (321 milliards) à juillet 2025 (37637 milliards). Tant que le dollar reste désirable, tant que les *Treasuries* (bons du Trésor américain) sont appréciés pour leur liquidité et leur sécurité, le couple infernal des déficits jumeaux (commerce extérieur et budget) reste gérable ... toutes choses égales par ailleurs, ce qui pourrait bien ne pas durer indéfiniment ! Mais, plus stressants encore, les dégâts de la désindustrialisation américaine sur les territoires et les classes laborieuses américaines sont beaucoup plus compliqués à gérer : ils font douter le peuple de ses élites et lui donne une irrésistible envie de MAGA (*Make America Great Again*) à travers une sortie de la mondialisation, dans le cadre d'un *ordo amoris* économique nommé *America First*.

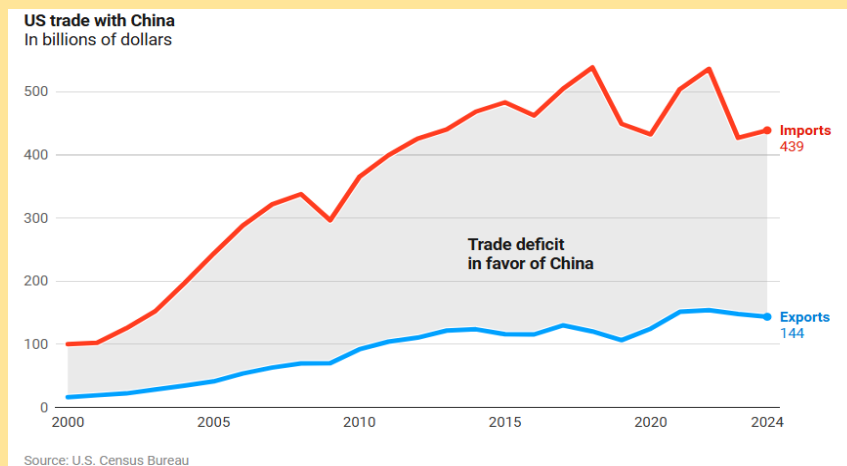
## ENCADRÉ N°1 : LES ÉTATS-UNIS VICTIMES DE LA MONDIALISATION !

### Déficit de la balance commerciale des États-Unis (Données mensuelles, biens et services, janvier 1992 à novembre 2025)



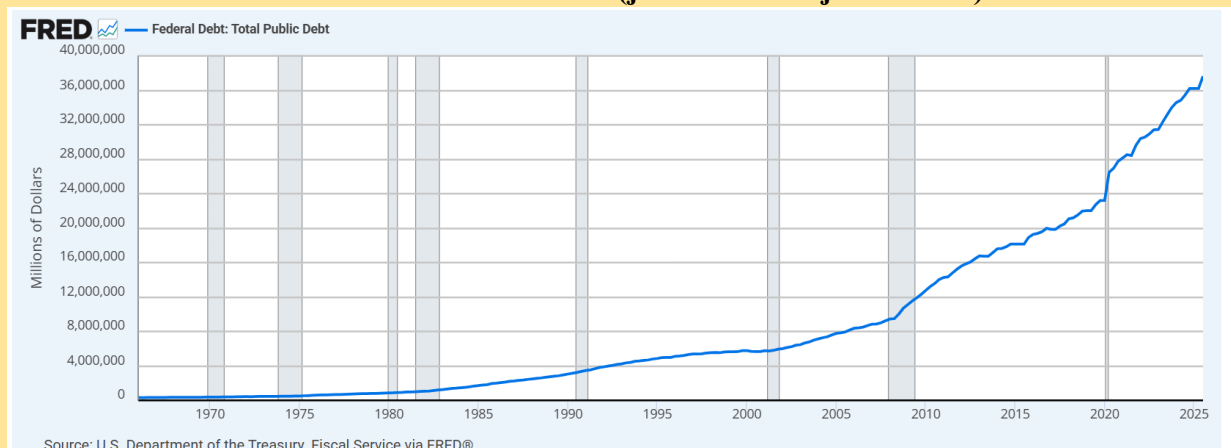
Source [Trade Balance: Goods and Services, Balance of Payments Basis \(BOPGSTB\)](#) | FRED | St. Louis Fed

### Déficit commercial des États-Unis avec la Chine (2000-2024)



Source : [El Pais](#)

### Dette fédérale américaine (janvier 1966 à juillet 2025)



Source : [Federal Debt: Total Public Debt \(GFDEBTN\)](#) | FRED | St. Louis Fed

## **2.2. Démondialisation post-libérale et globalisation fragmentée.**

Bien que les États-Unis soient les champions de l'ouverture commerciale ... pour les autres, le mot protectionnisme n'y est ni inconnu ni incongru ! Sans remonter aux années 1930, à la loi Smooth-Hawley et au *Buy American Act* du Président Hoover, au cours des vingt dernières années, sous les présidences Obama, Trump I et Biden, de nombreuses dispositions ont été adoptées puis maintenues pour protéger l'emploi dans le fer, l'acier, l'aluminium et les industries manufacturières, sous forme de tarifs douaniers ou de subventions réservées à des fabrications américaines. Mais, avec le retour de Trump à la Maison Blanche, muni d'un programme réfléchi à l'avance et notablement musclé, prêt à être mis en œuvre par des ministres et conseillers très déterminés et volontaires, on change notablement de niveau sur l'échelle du protectionnisme.

En commençant à écrire cette chronique, début février, et jusqu'à ce 20 février, je me lamentais de ce que la Cour Suprême américaine n'ait pas encore rendu sa décision quant à la légalité d'un recours à des simples décrets présidentiels pour modifier les tarifs douaniers américains, donc sans passer par le Congrès. Mais, enfin, la nouvelle vient de tomber, ce qui, accessoirement, m'oblige à réécrire ce paragraphe (grandeur et servitude de l'écriture !). Le *Liberation Day* du 2 avril devient une Bérézina trumpienne, l'essentiel des augmentations tarifaires imposées aux partenaires commerciaux des États-Unis étant annulées. Dans les quelques jours qui restent avant le bouclage ultime de ce numéro, il est peu probable qu'on soit fixé sur ce qui va suivre, comment l'équipe de Trump va essayer de reprendre le contrôle et tenter de rétablir les tarifs par d'autres voies, selon d'autres dispositions. Néanmoins, après une année de Trump II, on commence à y voir suffisamment clair pour conceptualiser le nouveau Régime Economique International (REI) qui émerge, à la croisée des ambitions américaines et des réactions des partenaires étatiques tout comme de divers acteurs essentiels (firmes, systèmes bancaires et financiers). Ce nouveau REI, que nous appelons la démondialisation post-libérale, s'inscrit en rupture radicale avec le précédent, dont nous venons de traiter, la mondialisation néolibérale.

Nous avons établi un tableau comparatif (voir en page suivante) des caractéristiques des deux régimes. Disons tout de suite que les deux colonnes, Mondialisation néolibérale et Démondialisation post-libérale, n'ont pas le même statut, car elles sont de natures différentes: la première colonne est un inventaire d'une situation historique bien documentée alors que la deuxième est une formalisation de tendances certes déjà établies et en plein développement, mais dont on ne peut dire aujourd'hui jusqu'où elles vont se déployer : c'est le cas notamment du niveau qu'atteindra la remontée des tarifs américains (attente des développements qui suivront la décision de la Cour Suprême). Pour l'essentiel, les contenus des différentes cases de ce tableau se suffisent à eux-mêmes et n'appellent pas de commentaires systématiques. Néanmoins, je voudrais insister sur les lignes 5, 6 et 7 de ce tableau, relatives aux localisations productives et aux stratégies d'investissement des acteurs : elles sont fondamentales pour comprendre en quoi la démondialisation qui s'installe, si elle se confirme, ne sera en rien un retour à la situation antérieure à la mondialisation néolibérale. En effet, dire que les nouveaux tarifs américains sont équivalents à ceux qui prévalaient dans les années 1930 est statistiquement vrai mais déductivement faux si on veut en inférer que les deux situations sont comparables. Les stratégies productives et commerciales des firmes sont très différentes, les modalités de l'investissement international n'ont rien de commun, et cela change tout !

## Caractéristiques comparées de la mondialisation néolibérale et de la démondialisation post-libérale en devenir

<b>Régime économique international</b>	<b>Mondialisation néolibérale</b> <i>Phénomène historique bien documenté.</i>	<b>Démondialisation post-libérale</b> <i>Phénomène tendanciel en évolution et à confirmer</i>
<b>1. Structuration polaire des relations économiques internationales</b>	Monde unipolaire ; hégémonie incontestable des États-Unis	Monde multipolaire. Rivalité Chine / États-Unis pour la suprématie mondiale. Europe naïve et impuissante prise en étau entre les deux. Réveil de divers Empires.
<b>2. Idéologie commerciale dominante</b>	Libre-échange et mondialisation heureuse. Aide au développement pensée à travers le commerce international.	Protectionnisme (généralisé ou ciblé) à l'import comme à l'export. Retour en force de la notion de souveraineté.
<b>3. Politique commerciale dominante</b>	Libéralisation multilatérale des échanges dans le cadre de l'OMC, y compris pour les pays en développement (consensus de Washington).	Protection commerciale unilatérale. Rétablissement d'obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges. Contrôle des exportations stratégiques (terres rares, puces électroniques). Blocages à l'OMC... avant sortie des États-Unis ?
<b>4. Politique migratoire des pays développés</b>	Open bar ! Traversée libre du Rio Grande comme de la Méditerranée. Multiculturalisme accepté sinon encouragé.	Fortes tendances à la fermeture des frontières voire à l'expulsion. Craintes civilisationnelles, pulsions identitaires fortes et rejet du multiculturalisme.
<b>5. Echelle spatiale des processus productifs</b>	Globalisation à l'échelle planétaire. Chaînes de valeur mondialisées.	Globalisation fragmentée. Chaînes de valeur multinationales mais sur des espaces plus sélectifs.
<b>6. Investissements directs à l'étranger et sous-traitance internationale</b>	Tous azimuts, en fonction des stratégies coûts et profits des firmes. Mix IDE horizontaux (production pour le marché local) et verticaux (chaînes de valeur sur plusieurs pays)	Focalisés, en fonction des réalités géopolitiques et de l'appréciation de leur évolution. Reformatage des IDE verticaux et de la sous-traitance internationale. Dynamisation des IDE horizontaux pour accéder à des marchés reprotégés.
<b>7. Acteurs déterminants</b>	Les firmes sont les agents actifs d'une mondialisation globalisée à l'échelle planétaire que leurs stratégies ont façonnée.	Retour des États au premier plan pour redéfinir des règles plus protectrices, les firmes s'adaptent en reformatant leurs espaces d'intervention.
<b>8. Monnaie(s) Internationale(s)</b>	Domination monétaire du dollar US, en position hégémonique.	Émergence et confirmation de pôles monétaires alternatifs (Euro, Yuan). Méfiance croissante à l'égard du Dollar US et risques sur la dette fédérale pouvant déboucher sur un quasi-défaut sur cette dette.

Pendant l'Entre-deux Guerres, l'investissement international commence à changer de nature : il n'est plus uniquement un investissement de portefeuille (comprendre un placement financier sans contrôle de la production), car des investissements directs (gérant directement la production) font leur apparition, dans l'extraction de pétrole notamment mais aussi dans la production de biens manufacturés pour les marchés locaux. Sur une échelle encore modeste, des firmes de pays développés commencent à produire à l'étranger, pour y vendre sur place. C'est ce qu'on appelle de **l'investissement direct en stratégie horizontale**, qui vient se substituer à des exportations depuis le pays d'origine de la firme, pour échapper aux droits de douane qui les frapperaient au moment de leur entrée dans le pays, en forte augmentation dans cette période de remontée du protectionnisme (années 1930). Aujourd'hui, en augmentant fortement les tarifs douaniers, l'administration Trump espère bien bénéficier d'une vague de tels investissements directs en stratégie horizontale. Dans ses négociations de marchand de tapis avec ses homologues étrangers, Donald Trump les menace de tarifs encore plus forts s'ils ne s'engagent pas sur des promesses d'investissements aux États-Unis de leurs pays respectifs, soit sous forme d'investissement de portefeuille (achat de dette américaine) soit d'investissements directs pour vendre sur le marché américain en échappant aux nouveaux tarifs douaniers. Dans un *Policy Brief* daté de janvier 2026, intitulé [The America First investment pledges](#), le Peterson Institute recense 6000 milliards d'engagements d'investissements étrangers dans le tableau que je reproduis ci-dessous.

**America First pledges by selected partner economies relative to their GDP, outward foreign direct investment (FDI) flows, and imports (billions of US dollars)**

Country/region	Pledge	Horizon (years)	2024 GDP	FDI outflows (average 2020-24)			Goods imports (average 2020-24)		
				Total	US	Rest of world	Total	US	Rest of world
United Arab Emirates	1,600	10	552	50	1.7	48	371	20	351
Qatar	1,200	Not indicated	220	1.3	<1	1.3	30	4.3	25
Saudi Arabia	1,000	4 <sup>a</sup>	1,240	20	2.6	18	184	17	167
European Union	600	4	19,460	593	129	464	2,592	320	2,272
Japan	550	4	4,019	188	39	148	760	81	679
Taiwan	500	Not indicated	797	19	<1	19	302	39	263
South Korea	350	10	1,875	49	6.4	43	618	72	546
Switzerland and Liechtenstein	200	5	938	29 <sup>b</sup>	12	16	341	30	312
Bahrain	17	Not indicated	47	3.6	<1	3.6	15	<1	14

FDI = foreign direct investment

Vous avez parfaitement le droit de rester incrédule devant ce tableau, sachant que ce ne sont pas les États qui investissent mais des firmes ou des opérateurs financiers, selon leurs propres

stratégies et agendas. Vous pouvez même rire à gorge déployée quand vous voyez que les Emirats Arabes Unis promettent en 10 ans d'investir 1600 milliards de dollars soit trois fois leur PIB de 2024. Mais Trump est content, et la Maison Blanche publie sur son site un document intitulé, en toute modestie, *The Trump effect*, qui ajoute aux 6000 milliards étrangers des engagements de firmes américaines (Meta, Apple, Nvidia...) obtenus à grands renforts de poignées de mains viriles devant les caméras du Bureau ovale : soit un total de 9600 milliards de dollars !

Toutefois, pour bien maîtriser les marges de manœuvre de la démondialisation et les ressorts de la résilience de la globalisation, il faut s'intéresser à un **autre type de stratégie productive à l'étranger : la stratégie verticale**, qui a constitué la nouveauté radicale de la période néolibérale, sous forme d'investissement direct ou de sous-traitance internationale. Cette stratégie consiste à produire (ou faire produire) des composants dans divers pays non pas pour les vendre dans ces pays de production mais pour les exporter vers un pays d'assemblage final qui peut être le pays d'origine de la firme ou un autre pays. Ces mouvements divers de production et d'échange de produits intermédiaires donnent lieu à ce qu'on appelle des chaînes de valeur mondiales (CVM) : un véritable maelström ou mouvement brownien de composants, de produits intermédiaires plus ou moins élaborés, de conteneurs et porte-conteneurs circulant de ports en ports, entre continents et pays, jusqu'à l'assemblage final de véhicules, de téléphones, d'ordinateurs et de biens d'autres produits. Ces CVM représentent aujourd'hui une part très importante du commerce mondial : de l'ordre de 70% selon l'OCDE<sup>12</sup>, l'évaluation OMC restant plus modeste, de l'ordre de 50%<sup>13</sup>.

Cette caractéristique de la globalisation n'est pas près de s'effacer devant les aspirations trumpiennes à la démondialisation post-libérale. Elle reste ancrée au cœur des stratégies des grandes firmes qui ne s'imaginent pas renoncer aux disparités salariales et dotations diverses entre pays pour gérer leurs coûts de production et générer leurs profits. Par contre, les localisations productives de ces chaînes de valeur sont susceptibles d'évolution : des reformatages sont en cours avec la montée de la conflictualité sino-américaine (voire sino-européenne) et on devrait voir s'accroître le retrait des firmes occidentales des territoires chinois, comme on le voit déjà avec Apple qui transfère des productions de Chine en Inde ou au Vietnam.

Mais nous n'allons pas pour autant vers un monde découpé en grandes régions de proximité géographique dont certains rêvent, dans lequel les États-Unis s'enfermeraient dans leur hémisphère occidental avec l'Amérique latine et le Canada (plus le Groenland pour faire bon poids), l'Europe avec l'Afrique et la Chine avec l'Asie. Ni les firmes américaines, ni les firmes européennes ne renonceront aux compétences et à l'excellence manufacturière asiatiques. Nous allons vers un monde dans lequel la rivalité première, sino-américaine, et demain probablement

---

<sup>12</sup> « Les chaînes de valeur mondiales (CVM) représentent environ 70 % des échanges internationaux, les services, les matières premières, les pièces détachées et les composants franchissant les frontières, souvent à plusieurs reprises ». (Source : [OCDE](#))

<sup>13</sup> « Entre 1995 et 2022, la participation aux CVM a augmenté à un rythme régulier, avec une augmentation du taux de participation en aval aux CVM (qui couvre les exportations vers des partenaires chargés d'étapes de production en aval), qui est passé de 15,7% à 20,4%, ainsi que du taux de participation en amont aux CVM (qui couvre les importations utilisées pour la production de biens et de services destinés à l'exportation), qui est passé de 19,5% à 28,3%. En 2022, le taux de participation globale aux CVM (à la fois en aval et en amont) a atteint 48,7%, soit le niveau le plus haut depuis 1995 ». (Source : [Blog OMC](#))

la conflictualité de ces deux pays vont déterminer des relations à géométrie variable, dans une division du travail qui ressemblera à un patchwork territorial évolutif au gré des tensions géopolitiques et des sanctions économiques afférentes. Apple se retire de Chine, Huawei est exclu de marchés américain et européens, la Chine investit massivement à l'étranger.

**La démondialisation post-libérale est en marche, mais la globalisation néolibérale résiste : l'aire géographique d'intervention des firmes se rétrécit au fur et à mesure de la montée des tensions géopolitiques entre les empires américain et chinois, mais l'intensité de la division internationale du travail se maintient. Cette dichotomie entre mondialisation et globalisation est la grande nouveauté et originalité de la période actuelle. Nous passons d'une mondialisation globalisée planétaire à des globalisations infra-planétaires en recouvrements géographiques partiels possibles.**

#### 4. « Et mes sous dans tout ça ! » : entre *Sell America* et *Beware of America*.

Que vous soyez des lecteurs assidus ou occasionnels de la presse généraliste ou financière anglophone (New York Times, Financial Times, Wall Street Journal) ou francophone (Le Monde, Le Figaro, Les Echos) ou hispanophone (El País), vous n'avez pas pu échapper ces dernières semaines à des articles titrant « *Sell America* ». Bigre, vendre l'Amérique, de quoi peut-il bien s'agir ? Pas de panique, il ne s'agit pas d'une recommandation patrimoniale qui vous enjoindrait de vous débarrasser immédiatement de tout actif lié aux États-Unis que vous détiendriez, mais bien plutôt d'une crainte macroéconomique des États-Unis relativement à des mesures que pourraient prendre des États ou des opérateurs financiers majeurs en réaction aux politiques américaines. Face aux pratiques agressives américaines (tarifs douaniers, prétention à annexer le Groenland, voire le Canada) le reste du monde dispose en effet d'une arme redoutable : la menace de vendre de la dette américaine, ravivée à l'occasion de la crise euro-américaine autour du Groenland. Cette menace est d'autant plus crédible que les États-Unis se sont mis eux-mêmes dans une position très fragile en menant des politiques économiques contradictoires. En effet, il est incohérent de vouloir à la fois :

- un dollar déprécié (pour doper les exportations et freiner les importations), comme en témoigne le premier graphique de l'Encadré N°2 en page suivante, qui retrace l'évolution du dollar index<sup>14</sup> sur les douze derniers mois, passant de l'indice 107,6 à 97,6 ;
- des taux d'intérêt en baisse (pour doper l'activité économique), en faisant pression sur le Président de la FED, Jerome Powell, et l'ensemble des gouverneurs pour obtenir cette baisse ;
- un déficit budgétaire croissant (réductions d'impôts et forte augmentation des dépenses militaires) ;
- une bonne attractivité internationale de la dette.

Auriez-vous envie d'investir sur les bons du Trésor d'un pays dont la monnaie est en voie de dépréciation, dont le déficit budgétaire est hors de contrôle et donc la dette en forte augmentation, sachant – cerise sur le gâteau ! – que plusieurs des créanciers extérieurs principaux (dont la Chine) sont en train de réduire leurs encours sur cette dette ?

Comme le souligne très bien un rapport de mission du Fonds Monétaire International publié ce 25 février<sup>15</sup>, les États-Unis font face à un impératif d'ajustement budgétaire très sérieux. Ci-dessous un bref passage de ce rapport (traduction automatique en français) :

*« Un plan clair et chargé de consolidation budgétaire est nécessaire pour placer la dette-PIB sur une trajectoire descendante. Cela nécessitera un passage à un excédent primaire du gouvernement général d'environ 1 % du PIB (un ajustement d'environ 4 % du PIB par rapport à la base actuelle). Pour parvenir à ce réalignement nécessaire de la position budgétaire, il faudra aller au-delà des efforts continus visant à identifier des gains d'efficacité dans les dépenses fédérales discrétionnaires et non liées à la défense (qui ne représentent que 15 % des dépenses fédérales totales). Au contraire, la majeure partie de cet ajustement devra être supporté*

---

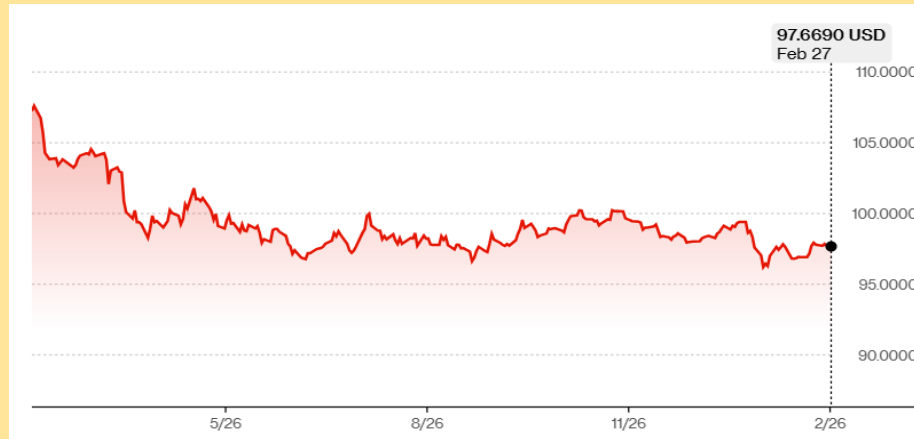
<sup>14</sup> Le dollar index est un indice synthétique de l'évolution du cours du dollar par rapport aux principales monnaies mondiales

<sup>15</sup> [United States of America : staff concluding statement of the 2026 Article IV Mission.](#)

## ENCADRÉ N°2

### Dollar, Bitcoin, Or : évolutions des cours sur un an

#### Dollar Index sur un an (27/02/25 – 27/02/26)



Source : [Bloomberg](#)

#### Cours du bitcoin USD sur un an (27/02/25 – 27/02/26)



Source : [Tradingview](#)

#### Cours de l'or sur un an (USD, 27/02/25 – 27/02/26)



Source : [Goldprice](#)

*par des hausses des recettes fédérales et un rééquilibrage des programmes d'avantages sociaux (notamment la sécurité sociale et Medicare). Pour protéger les ménages les plus pauvres et prévenir une détérioration de la répartition des revenus, des ajustements du filet de sécurité sociale seront également nécessaires. Réduire le déficit budgétaire ne permettrait pas seulement de répondre aux préoccupations liées à la viabilité de la dette, mais faciliterait aussi une réduction du déséquilibre du compte courant ».*

Le FMI parle de « préoccupations liées à la viabilité de la dette » : qu'en termes diplomatiques ces choses-là sont dites ! N'étant soumis à aucune autocensure diplomatique, je parlerais plutôt de risque de quasi-défaut sur la dette américaine, sachant que l'ajustement budgétaire que le FMI appelle de ses vœux n'aura pas lieu, ni avec l'administration actuelle ni avec la suivante, car il relève de la mission impossible : il faudrait pour cela agiter l'épouvantail absolu de la vie politique américaine, soit une forte augmentation des impôts, qui disqualifie tout homme politique pour toute élection à venir. La soutenabilité de la dette américaine va devenir un enjeu majeur des mois et années à venir : comment se débarrasser du mistigri et le repasser au voisin qui n'en veut pas plus que vous, sans qu'il tombe par terre en faisant tout exploser ?

Stephen Miran, conseiller économique de Trump et Gouverneur de la FED depuis août 2025, dans un texte de novembre 2024<sup>16</sup> que j'ai déjà évoqué longuement dans le numéro précédent de cette chronique ([N°63, novembre 2025](#)), recommande une solution radicale en cas de gros problèmes sur la dette fédérale américaine : transformer d'autorité les bons du Trésor à diverses échéances en obligations à 100 ans à intérêt très faible ! Les détenteurs ne seraient pas déçus de leur droit de propriété mais privés de tout droit à être remboursés par le Trésor américain, ne pouvant plus vendre que sur le marché secondaire (donc en trouvant un acquéreur !) avec une énorme décote faisant remonter le taux à un niveau acceptable pour un investisseur se plaçant dans une perspective de très long terme. Ce serait une décision d'importance comparable à la fin de la convertibilité or du dollar (Nixon, 15 août 1971) qui entraînerait un séisme financier mondial, obligeant banquiers, assureurs et autres grands opérateurs financiers à passer dans leurs comptes des provisions énormes pour dépréciation d'actifs, et certains d'entre eux à se déclarer en faillite : bref, une méga crise qui ferait apparaître la Crise des subprimes et la faillite de Lehman Brothers comme une péripétie mineure.

On n'en est certes pas encore là. Il s'agit plus d'un épouvantail pour freiner de trop fortes velléités de désengagement de la dette américaine que d'une perspective immédiate ou de court terme. De plus, le dollar et la dette américaine bénéficient encore de l'absence de solutions alternatives à grande échelle, faute de convertibilité satisfaisante du yuan et faute d'un vaste marché d'obligations européennes (eurobonds). Néanmoins, gardez bien présent à l'esprit qu'investir sur des actifs américains, c'est assumer un risque dollar (poursuite d'une dépréciation voulue par l'administration américaine) et un risque d'illiquidité et de forte dépréciation si vous vous placez sur la dette américaine : donc, je ne vous dis pas *Sell America*, mais *Beware of America* (en bon français ... faites gaffe aux actifs américains !). Si vous vous placez sur des actions américaines qui gagnent 20% mais que le dollar baisse de 10% vous ne faites pas une meilleure opération que sur des actions européennes ou asiatiques à 10% en monnaies stables.

---

<sup>16</sup> « A user's guide to restructuring the global trading system », disponible en français dans une traduction publiée par [Le Grand Continent](#)

Mais peut-être pensez-vous qu'il s'agit là de comptes d'apothicaires petits joueurs et qu'il y a beaucoup mieux à faire que de se placer sur des supports actions ou obligations des assurances-vie ou des plans d'épargne retraite. Votre cousin a fait fortune sur le bitcoin, votre oncle sur l'or, pourquoi pas vous ! Sur le bitcoin, et autres cryptoactifs, ma position n'a pas varié : ce ne sont pas des monnaies (ils n'en remplissent correctement aucune des trois fonctions<sup>17</sup>) ; ce sont des actifs hyper spéculatifs ne reposant sur aucune base matérielle pouvant leur assurer un ancrage quelconque (je ne parle pas ici des *stablecoins* adossés au Dollar ou à l'Euro). Ils sont donc susceptibles de brusques variations extrêmes à la hausse ou à la baisse qui les disqualifient pour tout rôle de réserve de valeur : le bitcoin est à 86.000 dollars au 1<sup>er</sup> mars 2025, 125.000 le 6 octobre 2025, 63.000 au 1<sup>er</sup> février 2026 ; comment voulez-vous fonder une stratégie d'investissement, ne serait-ce qu'à un an, sur des chiffres pareils ? Les cryptos sont des actifs adossés au vide intersidéral, qui ne reposent que sur la crédulité de souscripteurs naïfs qui croient avoir trouvé la martingale d'un enrichissement facile alors qu'ils ne sont que les victimes consentantes de quelques initiés qui les manipulent comme des marionnettes à jeter après leur ruine.

Alors, faut-il se placer sur l'or ? Les chiffres sont éloquentes : 180% de gain sur un an, 800% sur 20 ans (soit un taux annuel moyen de 10% par an sur 20 ans). L'affaire peut sembler sérieuse, sauf qu'avant une accélération récente, il y a eu de longues périodes de stagnation dans les années 2010 puis une brutale ascension à partir de septembre 2024 qui fait passer l'once d'or de 2000 à plus de 5.000 \$. Mais, au moins, on ne l'a jamais vu perdre la moitié de sa valeur en quelques mois, même si on vient récemment de le voir subir une sévère correction en quelques jours après un rallye haussier inhabituel : 5.305 \$ l'once le 28 janvier, 4634 \$ le 2 février, pour revenir très vite à 5.200 \$ fin février. Les interrogations face aux incertitudes du dollar et de la dette américaine ainsi que les événements géopolitiques ne sont pas étrangers à la forte hausse des cours de l'or des 18 derniers mois, largement alimentée par les achats des banques centrales. A priori, ces incertitudes et tensions vont persister, limitant les risques de baisse à court et moyen termes. Mais de là à en inférer la poursuite de hausses très significatives, il y a un pas que je ne franchirai pas : les arbres, fussent-ils dorés, ne montent pas jusqu'au ciel !

---

Le moment est venu, ce 1<sup>er</sup> mars, de boucler le 64<sup>e</sup> numéro de cette chronique. Ne me demandez surtout pas quand est prévu le prochain numéro. Je n'en ai pas la moindre idée, et je sais encore moins de quoi il traitera ! Et surtout, si je le savais, l'information serait classée « Secret défense » ! C'est en effet la deuxième fois que, la veille du bouclage, une guerre éclate : en juin 2025, au moment de l'ultime relecture du N°62 avant sa mise en ligne, Israël attaque l'Iran pour ce qui s'appellera la Guerre des 12 jours. Cette fois-ci, hier matin, 28 février 2026, Israël et États-Unis attaquent à nouveau l'Iran. Espérons que cela ne se reproduira pas une troisième fois : on finirait par m'accuser d'être un fauteur de guerre !

Henri REGNAULT, le 1<sup>er</sup> mars 2026  
[henri.regnault@univ-pau.fr](mailto:henri.regnault@univ-pau.fr)

---

<sup>17</sup> Unité de compte, moyen de paiement, réserve de valeur.